

OTC

1- Les Nouvelles d'Arménie

22/05/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79185

Refuser la proposition de la France serait inacceptable, par Hagop Badalyan (*)

Le projet de document tripartite entre l'Arménie, la Russie et l'Azerbaïdjan prévoyant l'élaboration d'un processus opérationnel de délimitation et de démarcation des frontières soulève de nombreuses questions dont certaines ont été examinées hier. Pour poursuivre la réflexion, passons à un autre sujet important.

Cette dimension tripartite signifie-t-elle en fin de compte que l'Arménie rejette la proposition du président français Emmanuel Macron d'étudier la question au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ? L'Élysée l'a annoncé il y a quelques jours après la conversation téléphonique entre E. Macron et N. Pachinyan. Mais il est à noter qu'il n'y a eu aucune allusion sur ce point dans le communiqué publié par Erevan. Cependant, Nikol Pachinyan a déclaré un peu plus tard au Parlement que la France était prête à contribuer à la sécurisation des frontières arméniennes, y compris grâce à une assistance militaire dans le cadre du mandat de l'ONU. Cette déclaration signifie-t-elle que la proposition française est prise en considération et qu'Erevan ne la repousse pas totalement ? Dans le cas contraire, Pachinyan n'en aurait pas parlé au parlement. Cependant, il s'avère que dans les faits, la situation présente toujours un cadre d'action tripartite. Celui qui a été établi le 9 novembre dernier.

Bien évidemment, il y a dans l'affaire, d'une part une situation objective liée au rôle régional de la Russie, mais aussi d'autre part, un besoin non moins objectif

de d'élargir le cercle des intervenants et d'assurer en matière de diplomatie une flexibilité répondant aux intérêts et à la sécurité de l'Arménie. Il est donc important pour Erevan de maintenir l'implication internationale au niveau maximal, même s'il est évident que le processus à proprement parlé sera mené dans un cadre tripartite, sachant que tout processus bilatéral dans ce cas est évidemment exclu.

Dans le même temps, la proposition de la France ne signifie certainement pas qu'il faille contourner la Russie. Paris ne peut certainement pas juger la situation de manière irrationnelle au point d'imaginer que l'Arménie serait aujourd'hui objectivement capable de contourner la Russie, ce qui ne serait pas réaliste à l'échelon régional. C'est dans cet esprit que Paris a évoqué le recours au Conseil de sécurité de l'ONU, peut-être en accord avec Washington, donnant ainsi à Erevan l'occasion d'avoir les coudées franches, de s'exprimer avec plus d'audace dans le cadre des discussions tripartites, avec en arrière fond une proposition d'une dimension multilatérale.

En définitive, la proposition de la France n'exclut pas la Russie, mais elle implique un autre format dans lequel ne figure pas la Turquie. En ce sens, parallèlement aux travaux préparatoires d'un document tripartite, on attend d'Erevan un travail bilatéral non moins intensif dans le domaine des relations arméno-françaises.

Traduction, Sahag Sukiasyan

(*) Hagop Badalyan : analyste politique de Lragir.am

2- Les Nouvelles d'Arménie

22/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79191

11 soldats Arméniens blessés lors des heurts avec des soldats Azéris au village arménien de Khoznavar dans la région de Syunik (Arménie)

Le Tribunal militaire arménien sur les éléments de la base militaire arménienne de Goris a dressé un dossier sur 11 soldats Arméniens blessés le 20 mai à 10h00 lors des heurts avec des soldats Azéris. Les heurts entre soldats Arméniens et

Azéris se sont déroulés près du village de Khoznavar dans la région de Syunik au sud de l'Arménie. Les soldats Azéris s'étant introduits de 1,5 km en territoire arménien ont été repoussés sur leur point de départ par les Arméniens. Les bagarres ont néanmoins repris le soir vers 21h10 avec des soldats Azéris qui avaient une nouvelle fois avancé en territoire arménien. Les Arméniens sont parvenus une nouvelle fois à repousser l'ennemi. Mais dans ces opérations 11 militaires Arméniens furent blessés.

Krikor Amirzayan

3- RT France

21/05/2021

<https://francais.rt.com/magazines/echiquier-mondial/86964-armenie-sortie-crise--urnes>

L'Echiquier mondial. Arménie : une sortie de crise par les urnes ?

Meurtri par le conflit qui l'a opposé à l'Azerbaïdjan en 2020, le pays se prépare à des législatives anticipées qui devraient mettre fin à une grave crise interne à la fois politique, économique et sociale. Quelle est l'ampleur de ces troubles ? Six mois après sa défaite militaire face à l'Azerbaïdjan, l'Arménie s'enfonce dans une profonde crise d'après-guerre. Des milliers de personnes manifestent régulièrement contre le Premier ministre arménien Nikol Pachinian. La foule lui impute la responsabilité de l'issue catastrophique du conflit et lui demande de quitter le pouvoir. Afin de calmer la rue, Pachinian accepte d'organiser un scrutin législatif anticipé et mobilise son électorat. Son principal adversaire, l'ancien président arménien Robert Kocharian, prépare sa campagne électorale en promettant une stabilisation en interne ainsi qu'un changement de stratégie à l'international car malgré l'accord de paix signé avec l'Azerbaïdjan la tension reste vive entre les deux voisins. Bakou refuse de libérer nombre de prisonniers de

guerre détenus après la signature de la trêve. L'Arménie, elle, freine la création du corridor de transport entre l'Azerbaïdjan et son enclave de Nakhitchevan. Une situation rendue encore plus complexe par des exercices militaires réguliers que mènent Bakou et Ankara près des frontières arméniennes. De son côté, Erevan cherche à s'assurer du soutien de ses partenaires régionaux : la Russie, l'Iran, la Géorgie. Pourquoi donc la mise en place de l'accord de paix patine-t-elle ? Comment expliquer la défaite arménienne dans le conflit du Haut-Karabakh ? Pour répondre à ces questions, Oleg Shommer reçoit Taline Ter Minassian, professeur d'histoire contemporaine de la Russie et du Caucase à l'Inalco et directrice de l'Observatoire des Etats post-soviétiques.

(Voir la vidéo en ligne)

4- Le Courrier d'Erevan

21/05/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/le-parlement-europeen-adopte-une-resolution-demandant-lazerbaïdjan-de-liberer-tous-les>

Le Parlement européen adopte une résolution demandant à l'Azerbaïdjan de libérer tous les prisonniers de guerre arméniens

Le Parlement européen a adopté une résolution demandant à l'Azerbaïdjan de libérer tous les prisonniers de guerre arméniens. La résolution a été adoptée par 607 voix pour, 27 contre et 54 députés se sont abstenus.

Les députés expriment leur vive inquiétude face à des rapports crédibles selon lesquels l'Azerbaïdjan détient et torture des prisonniers de guerre arméniens et d'autres captifs dans des conditions dégradantes depuis la fin des hostilités actives.

Les députés demandent au gouvernement azerbaïdjanais de fournir des listes complètes de toutes les personnes détenues dans le cadre du conflit armé et de

fournir des informations sur leur localisation et leur état de santé, y compris celles qui sont mortes en captivité.

La résolution exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers arméniens, militaires et civils, détenus par l'Azerbaïdjan pendant et après le conflit, et que l'Azerbaïdjan s'abstienne de détenir des personnes de manière arbitraire à l'avenir.

Pour consulter la résolution complète, veuillez cliquer [ici](#).

5- Les Nouvelles d'Arménie

21/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79169

Le Parlement arménien refuse une déclaration de l'opposition

Le parlement arménien a refusé une déclaration rédigée par l'opposition appelant Pachinian à ne pas signer le document de démarcation de la frontière

Une session d'urgence du parlement arménien a refusé le 20 mai de soutenir une déclaration rédigée par l'opposition qui appelait le Premier ministre par intérim Nikol Pachinian à ne pas signer un document appelant à la création d'une commission arméno-azerbaïdjanaise-russe qui traiterait de la délimitation et la démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

La déclaration a été rédigée par le parti d'opposition *Arménie Lumineuse* après que Pachinian ait été contraint de confirmer qu'il y avait un autre accord avec l'Azerbaïdjan qui a été gardé secret jusqu'à ce qu'un site d'information de l'opposition Armlur.am révèle son contenu, d'abord diffusé sur les réseaux sociaux par l'ancien ambassadeur d'Arménie au Vatican, Mikael Minassian, gendre de l'ancien président Serge Sarkissian, recherché par les forces de l'ordre arméniennes pour des poursuites pénales.

La déclaration de *Arménie Lumineuse* a été soutenue par 25 députés de l'opposition, le reste des parlementaires contrôlés par l'alliance *Mon Pas* de Pashinyan n'a pas participé au vote.

La déclaration de l'opposition, en particulier, note que toute action liée à la délimitation et à la démarcation de la « ligne de contact » arméno-azerbaïdjanaise implique des problèmes de droits humains de chaque citoyen arménien et en particulier de ceux qui vivent dans les communautés frontalières.

« La signature d'un document sur la délimitation et la démarcation de la ligne de contact arméno-azerbaïdjanaise à la suite d'éventuelles pressions ou de toute manifestation excluant la libre expression de la volonté est lourde de subordination des intérêts nationaux et étatiques, ainsi que l'émergence de conséquences défavorables et irréversibles en relation avec les frontières de la République d'Artsakh (Haut-Karabakh), la réalisation du droit de son peuple à l'autodétermination, avec un lourd fardeau pour les générations futures du peuple arménien et le risque d'être privé du droit de rétablir la justice garanti par le droit international », lit-on dans la déclaration.

S'adressant aux législateurs jeudi soir, Pachinian a déclaré qu'Erevan n'accepterait la création de la commission de démarcation que si Bakou retire ses forces du côté arménien de la frontière, qu'ils ont violé plus tôt ce mois-ci.

« Notre position demeure que les troupes azerbaïdjanaises doivent quitter le territoire arménien sans conditions préalables », a-t-il déclaré.

« Aujourd'hui, à la suite de la première guerre d'Artsakh, plus de 70 kilomètres carrés du territoire de l'Arménie soviétique sont sous le contrôle de l'Azerbaïdjan », a-t-il dit, ajoutant qu'il existe également des territoires appartenant à l'Azerbaïdjan soviétique, qui sont sous le contrôle de l'Azerbaïdjan soviétique et sous celles des Forces armées arméniennes.

« Il existe une variété d'options de règlement, par exemple, nous pouvons réparer la situation existante en tant que frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », a-t-il déclaré.

« L'Arménie a besoin d'un leadership qui prendra la responsabilité d'ouvrir l'ère du développement pacifique. Cela signifie que nous devons avoir un dialogue (avec nos voisins). Cela signifie que nous devons rouvrir les communications », a-t-il déclaré.

par [Jean Eckian](#)

6- Nor Haratch Hebdo

21/05/2021

Une trentaine de soldats azerbaïdjanais ont franchi la

frontière dans le Sunik

Malgré la demande de la partie arménienne de quitter le territoire arménien, des soldats azerbaïdjanaïses Azéris ont franchi la frontière près du village de Khoznavar de la région de Sunik.

Selon les villageois, des bergers du village les ont aperçus et ont quitté la zone après les menaces de l'armée azerbaïdjanaïse.

Le gouverneur du Sunik, Melikset Poghosian, a déclaré qu'un autre groupe de militaires azerbaïdjanaïses avait envahi la zone. Selon ce dernier, le nombre de nouveaux soldats qui sont entrés dans le territoire arménien est de 30.

Selon les données officielles, le village d'environ 400 habitants est devenu une frontière après la guerre de 44 jours, lorsque la région de Kachatagh en Artsakh est passée sous le contrôle de l'Azerbaïdjan.

Pour le moment, la situation est sous contrôle, mais il y a de l'anxiété parmi les habitants, a déclaré Mher Grigorian, l'un des villageois, notant que certains des habitants, y compris les enfants, ont été évacués pour des raisons de sécurité.

7- Valeurs Actuelles

21/05/2021

<https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/monde/au-haut--karabagh-la-turquie-mene-une-politique-genocidaire-contre-larmenie-et-les-armeniens/>

“Au Haut-Karabagh, la Turquie mène une politique génocidaire contre l’Arménie et les Arméniens”

David Babayan, le ministre des Affaires étrangères de la république d’Artsakh, fait le point sur la situation au Haut Karabagh, après le conflit qui y a opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Par [Anna Duvernet](#)

Valeurs actuelles. Vous avez pris vos fonctions de ministre des affaires

étrangères de la République d'Artsakh depuis le mois de janvier 2021. Quelle est votre ligne politique concernant les affaires étrangères pour votre pays ?

David Babayan. Nous pensons que la politique étrangère doit être menée dans la continuité. Vous ne pouvez pas construire le présent et le futur en critiquant le passé. C'est impossible. Cela diviserait la société. Je pense qu'il y a quelques règles de base qui doivent rester immuables : le règlement de la paix avec l'Azerbaïdjan, la reconnaissance internationale de la république d'Artsakh, le maintien des liens profonds avec l'Arménie et la diaspora et le développement des relations bilatérales avec différents Etats. Maintenant, nous devons également opérer des changements tactiques et stratégiques. Cela signifie que notre politique étrangère doit être très réaliste, sans émotion. Nous devons être des sujets géopolitiques. Si nous arrivons à faire de notre politique étrangère une politique réaliste, alors nous pourrions sortir nos citoyens de cette situation terrible, de ce désastre historique.

Quelle est votre position vis-à-vis de la communauté internationale, des pays occidentaux et de la Russie, cette dernière vous aidant à maintenant votre sécurité et vos frontières ?

Je pense que tout ministre des affaires étrangères doit être patriotique, parce que l'on ne peut pas choisir entre différents pôles géopolitiques. Nous devons entretenir de bonnes relations avec tous les pays. La diaspora arménienne est un outil unique qui nous donne une réelle opportunité d'avoir un poids réel en géopolitique.

La Turquie est un membre de l'OTAN et a été impliquée très fortement dans cette guerre. Elle a guidé l'Azerbaïdjan. Elle a commandé les troupes, apportée des milliers de combattants mercenaires, menée une politique génocidaire. Nous devons demander aux alliés de la Turquie, notamment aux membres de l'OTAN, s'ils ont été informés des intentions de la Turquie.

Les forces de maintien de la paix russe sont venues et ont stoppé la guerre. Qui a fait plus ? Pourquoi devrions-nous avoir de mauvaises relations avec la Russie ? Nous devons et nous voulons avoir des relations fraternelles avec la Russie. Bien sûr, nous développons des relations avec les autres pays, notamment ceux qui accueillent la diaspora arménienne. Nous sommes une toute petite nation, nous ne pouvons pas avoir une géopolitique globale. Nous devons être réalistes.

Vous venez juste de parler de l'implication de la Turquie dans ce conflit. Est-ce que vous avez la preuve de l'implication d'autres pays dans ce pays ?

Bien sûr nous avons de nombreuses preuves, notamment vidéos. Le président Emmanuel Macron en a parlé, comme le président Vladimir Poutine, le président syrien et beaucoup d'autres. Mais vous savez, ce n'est pas parce que nous avons ces preuves que cela changera les esprits. Certains persisteront à ne pas le

croire, parce que c'est dans leur intérêt national.

Nous avons, par exemple, des vidéos de mercenaires qui parlent en turc et en arabe, des photos et vidéos de drapeaux turcs qui flottent en Azerbaïdjan. Toutes les opérations militaires ont été commanditées et dirigées par la Turquie. Tous les drones qui ont pris part au conflit du Karabagh, leur centre de commandement était basé en Turquie. Tout le monde le sait.

Le président Emmanuel Macron a parlé des mercenaires syriens. Est-ce que l'Artsakh a été victime d'actes de terrorisme ?

Oui, ce sont des actes de terrorisme parce que les mercenaires, qui sont des terroristes, se sont battus. Et ils n'ont pas hésité à tuer nos gens. Nous avons aussi été victimes du terrorisme d'Etat, malheureusement commis par l'un des Etats membres de l'Otan : la Turquie. Je pense que cette situation est un défi pour l'OTAN.

L'Arménie a rendu ses prisonniers de guerre à l'Azerbaïdjan mais le contraire n'est pas encore effectué. Que fait le gouvernement Arménien pour que ces prisonniers puissent rentrer ?

Vous savez, nous faisons tout ce que nous pouvons. Nous faisons face à une situation terrible quand l'Azerbaïdjan ignore toutes les règles et les conventions internationales. Ils refusent à la Croix rouge internationale de rendre visite aux prisonniers. C'est une énorme violation du droit de la guerre. Nous faisons tout notre possible, en travaillant avec les forces de maintien de la paix russes pour ramener nos prisonniers. (...)

(La suite réservée aux abonnés)

8- Les Nouvelles d'Arménie

21/05/2021

La population de Karmir Chouka (Artsakh) résiste aux Azéris



Metaxé Hakobyan députée du groupe politique « Artaroutioun » (Justice) au Parlement de la République de l'Artsakh affirme que sur plusieurs positions de l'Artsakh, les Azéris ont avancé leurs positions.

« Ce qu'ils ont commencé dans la région de Syunik, ils ont également ces derniers jours effectué la même chose en Artsakh où la situation n'est pas calme, mais l'ennemi n'a pas réussi à beaucoup avancer car ici il est difficile d'avancer. J'ai des informations depuis hier qui font état qu'en direction de Tcharektar ils ont essayé d'avancer et de prendre des positions, mais grâce aux efforts de la population et également à celle du village de Haterk, les Azéris sont retournés sur leurs positions de départ » affirme Metaxé Hakobyan.

Evoquant les faits au village arménien de Karmir Chouka près de Martouni (Artsakh), M. Hakobyan a affirmé que la population révoltée par les passages réguliers de convois de véhicules et camions azéris a coupé la circulation.

« Sur la route de Karmir Chouka, les véhicules azéris passent tous les jours. Depuis le 10 novembre c'est la seule route pour eux de se rendre à Chouchi (...) aujourd'hui la population a bloqué la route. Ces habitants étaient déterminés et ont décidé de bloquer la route tous les jours afin que la question soit résolue. Ces habitants se demandent pourquoi on autorise le passage des véhicules azéris par ce territoire arménien alors que par exemple ils ne peuvent pas se rendre en Arménie en traversant Karbadjar » dit Metaxé Hakobyan.

Krikor Amirzayan

9- Nor Haratch Hebdo

21/05/2021

Rassemblement pour la libération des prisonniers politiques en présence de nombreux parlementaires

Le 18 mai, le CCAF a organisé un rassemblement en milieu d'après-midi devant l'Assemblée Nationale à Paris pour la libération des prisonniers politiques.

Plus d'une dizaine de parlementaires français ont participé à cette manifestation, dont Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, qui est également intervenu à la tribune. Celui-ci dans son intervention que la France est aux côtés des Arméniens, rappelant qu'Emmanuel Macron a été le premier chef d'État à soutenir l'Arménie et à s'opposer à la Turquie.

Pierre Ouzoulias, sénateur des Hauts de Seine a proclamé le soutien du groupe d'amitié France-Arménie - dont il est membre - et plus largement du Sénat, qui avait voté à la quasi-unanimité la reconnaissance de l'Artsakh. Il a souligné la nécessité de cesser les ventes d'armes à Bakou et de mener une action diplomatique plus forte, car il s'agit d'une bataille entre l'humanisme et la barbarie.

Guy Tessier, député des Bouches du Rhône et président du Cercle d'Amitié France-Artsakh a évoqué son voyage en Artsakh il y a quelques semaines et a tiré la sonnette d'alarme en insistant que si « hier c'était l'Artsakh, demain ce sera peut-être l'Arménie » et a rappelé le sort des prisonniers victime du non-respect des accords.

Danièle Cazarian, députée du Rhône, a rappelé que les provocations de l'Azerbaïdjan sont continuelles depuis le cessez le feu et fustigé le silence des autorités internationaux vis à vis des prisonniers maltraités, torturés et menacés de mort. Elle a rappelé qu'une trentaine de parlementaires ont signés une résolution pour demander leur libération.

Isabelle Santiago, députée du Val de Marne qui sur le terrain juste après le cessez-le feu, a raconté ses rencontres avec les familles dans le deuil. Elle a également rendu un vibrant hommage aux médecins pour leur engagement pendant la guerre et jusqu'à aujourd'hui.

François Pupponi, député du Val d'Oise, qui faisait également partie de la délégation des parlementaires partis en Artsakh, a également soutenu les résolutions pour la reconnaissance de l'Artsakh et pour la libération des prisonniers, qui sont entre autres victimes d'un trafic d'organes. Il a appelé à un vote au parlement sans calcul politicien, car il en va de l'honneur de la France.

Valérie Boyer, sénatrice des Bouches du Rhône, a expliqué que le président du Sénat, Gérard Larcher a écrit aux sénats du monde entier pour leur demander de reconnaître l'Artsakh. Il faut apporter une aide humanitaire et installer une force d'interposition, en un mot ne pas laisser seule la Russie intervenir.

Etaient également présents, Garo Hovsépian et Alexis Govciyan, Conseiller de Paris, Etienne Blanc, sénateur du Rhone, Marine Brenier, député des Alpes Maritimes, Julien Ravier, maire du 6e arrondissement de Marseille, Guillaume Kasbarian, député LRM d'Eure-et-Loire, et bien d'autres.

10- Les Nouvelles d'Arménie

21/05/2021

La Russie a fait écho de la transformation par les Azéris de la coupole de la cathédrale arménienne Sourp Ghazantchetsots de Chouchi (Artsakh)

La question de la protection des monuments au Haut-Karabagh et de la région reste dans l'actualité des entretiens de Moscou avec Bakou et Erévan a affirmé aujourd'hui Maria Zakharova la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères lors d'une rencontre avec les journalistes.

L'un des journalistes a posé la question sous couvert de rénovation de la transformation par les Azéris de la coupole de la cathédrale arménienne Sourp Ghazantchetsots de Chouchi et la non-autorisation de l'Unesco de se rendre sur place dans les territoires occupés de l'Artsakh.

Maria Zakharova a affirmé qu'en tant que coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE, la Russie par la voix de Sergueï Lavrov son chef de la diplomatie a abordé avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan cette question de la protection du patrimoine arménien au Haut-Karabagh et les territoires proches.

« Il a particulièrement analysé la question dans la première quinzaine de mai lors de ses visites de travail en Arménie et en Azerbaïdjan. Nous nous sommes prononcés pour la visite rapide de la région par une mission de l'Unesco, nous travaillons en coopération étroite avec Groupe de Minsk de l'OSCE et le 13 avril dernier les coprésidents du Groupe de Minsk ont réalisé une déclaration pour la protection des monuments au Haut-Karabagh et dans la région » a affirmé Maria Zakharova.

Précisons que ces déclarations n'ont pour l'instant aucun poids pour freiner les

agissements destructeurs de l'Azerbaïdjan qui détruit ou transforme le patrimoine culturel arménien, historique et religieux.

Krikor Amirzayan

11- Eurasianet

21/05/2021

<https://eurasianet.org/border-issues-multiplying-between-armenia-and-azerbaijan>

Border issues multiplying between Armenia and Azerbaijan

A border commission, including Russian mediation, is in the works. And given the sensitivity over issues of land and territorial concessions, it's going to have its work cut out. Post-War Report.

[Joshua Kucera](#)

Quickly after a Russia-brokered ceasefire agreement was announced last November to end the fighting between Armenia and Azerbaijan, some Russian media printed the text. One of the provisions was that Armenia would, by November 20, "return to the Azerbaijani side the territory held by the Armenian side in the Gazakh region of the Azerbaijani republic."

But when the Kremlin posted its official version of the agreement a few hours later, any reference to the Gazakh region [was missing](#). There was no explanation of the discrepancy, and for the most part the question of Gazakh was forgotten amid the myriad other disputes that have emerged since the signing of the ceasefire.

Now, though, it's back. Azerbaijani semi-official sources have been increasingly calling attention to their claim on the small, Armenian-controlled slivers of territory in the region, and an Armenian opposition gadfly (with a good track record of accuracy) [made the explosive claim](#) this week that the Armenian government was preparing to give them back to Azerbaijan.

More than a thousand people [gathered](#) in the central square of Stepanakert - a massive demonstration given the city's size - on May 20 to protest, with signs like "Giving up land is treason."

So is Armenia going to give up more territory?

At issue are several small bits of land along the northernmost part of the Armenia-

Azerbaijan border. In Soviet times they were inhabited by ethnic Azerbaijanis and were administered by the Azerbaijan SSR. But as tension between the two sides escalated in the late 1980s, and ethnic violence broke out between Armenians and Azerbaijanis throughout both republics, Armenian militias [managed to expel the Azerbaijani residents](#) of these border areas and since then Armenia has exercised de facto control over them.

The area is strategically sensitive, as the main road leading from Tbilisi to Yerevan passes through it. (Google Maps, in fact, refuses to navigate you through there, as it sees the route as crossing into Azerbaijani territory.)

These tricky areas along the northern part of the border include three enclaves of Azerbaijani territory that were completely encircled by the Armenian SSR, along with some other villages that Armenians took control of that had been contiguous with the Armenian SSR. These are not the only difficult border vestiges remaining unresolved. There is another Armenia-controlled Azerbaijani enclave, Karki, near Nakhchivan (it also is located on a strategic road, from Yerevan to the south of the country; Armenians call it Tigranashen). There also is one Armenian enclave now de facto controlled by Azerbaijan, Artsvashen.

As evidenced by the mention in the early version of the ceasefire agreement, Azerbaijan still harbors hopes of regaining control of the territories. It's not clear why the reference to the Gazakh territories was removed before the agreement was finalized, but the other substantive change was more favorable to Baku: It [specified](#) that the Lachin corridor connecting Armenia to Nagorno-Karabakh would be controlled by Russian peacekeepers rather than by Armenia.

Even after the enclaves were removed from the agreement, they remained a talking point in Baku. "Seven villages in Gazakh and one village in Nakhchivan are not mentioned in the document," one military analyst, Adalat Verdiyev, [told local media](#) in December. "However, those territories will be returned soon. This is inevitable."

And following the [border crisis that began last week](#), when Azerbaijani forces advanced several kilometers into territory along the southern part of the two countries' border, the question of the Gazakh villages jumped back into the public discussion. It has mainly been deployed by Baku as a [what-about argument](#) to counter Armenians' complaint that the Azerbaijani soldiers have crossed into their territory.

The question became a lot more urgent when Mikayel Minasyan, a critic of the current Armenian government (he is the son-in-law of former President Serzh Sargsyan) this week said that Acting Prime Minister Nikol Pashinyan was ready to sign an agreement with Azerbaijan that would include handing over "six villages." (Minasyan didn't specify which ones, but everyone interpreted it as a reference to Gazakh). He also leaked a heavily redacted draft of the deal. Pashinyan confirmed that there was an agreement in the works, but didn't comment directly on the

question of the villages. His economy minister, though, [denied](#) that the villages would be handed over.

Minasyan has consistently come out with sensitive information that is later confirmed to be true. But giving up territory a month before elections would be political suicide for Pashinyan, so it's hard to guess what is really going on. (Minasyan did claim, though, that Pashinyan was trying to word the agreement on the handover such that it would be "unnoticeable" ahead of the vote.)

What is clearer is that the question of the villages is becoming yet another condition that Baku is putting forth (and sometimes creating out of nothing) in the complicated bargain into which it's trying to force Yerevan. In exchange for what Armenia wants - above all, the return of the Armenian soldiers and civilians [still being held in Azerbaijani detention](#), but now also the withdrawal of the troops Azerbaijan deployed into the southern border area - Azerbaijan has demanded that the Armenians give them maps of land mines laid during the war, a withdrawal of Armenian military forces from Nagorno-Karabakh, and a sped-up timetable for opening [new transport routes to the Nakhchivan](#) exclave through Armenian territory.

The new border crisis also has drawn attention to the fact that, technically, [there is no official border](#) between the two countries. Following the collapse of the Soviet Union, the not-always-clearly-drawn border between the two SSRs was never formally delineated and demarcated.

Formal demarcation discussions between Armenia, Azerbaijan, and Russia reportedly began on November 26, but little is known about their progress since then. They seem not to have gotten too far, since the events of the last week have given rise to public disputes over whether Russia is even involved.

Pashinyan said that the Azerbaijani incursion showed the need for Russian involvement in the process. "Azeri propaganda has recently been trying to promote the idea that border adjustment should take place in a bilateral format. It is impossible for the simple reason that Armenia and Azerbaijan, in fact, have no relations with each other," he [said](#) on May 17. "Border adjustment should take place in a tripartite format, on which several agreements have been reached so far."

The same day, Russian Foreign Minister Sergey Lavrov [said](#) that the situation in southern Armenia was the result of "the absence of a border, which needs to be delimited and demarcated." He added that Russia was offering "cartographic materials and consulting services" to the two sides. But later that day, his deputy Andrei Rudenko [said](#) that Russia would offer its help only if both sides wanted it.

Two days later, Lavrov expanded on Russia's involvement, [saying](#) that Russia had helped create "a joint Armenian-Azerbaijani commission for delimiting and demarcating the border, in which Russia can take part as a consultant, a mediator if you like." Then, the document that Minasyan leaked [specified the creation](#) of a

trilateral border commission, including Russia. According to the draft, the commission is supposed to have its first meeting on June 30.

It's not hard to predict a rocky road for the process. Baku has been pushing every advantage it can against a weakened Yerevan, and the Armenian authorities will be under intense public pressure to not agree to anything that even looks like a capitulation. The [lake that is the center of the current border dispute](#) and these various enclaves in Gazakh and elsewhere are sure to be only some of the points of contention. The commission has its work cut out for it.

Joshua Kucera is the Turkey/Caucasus editor at Eurasianet

12- Présent

21/05/2021

<https://present.fr/2021/05/21/armenie-la-croix-et-la-banniere/>

Arménie : la croix et la bannière

Les visées de l'Azerbaïdjan sur les territoires arméniens n'ont visiblement pas cessé. Le jeudi 20 mai, les habitants de la région du Gegharkunik ont subi des intrusions de la part des troupes azerbaïdjanaises. C'est ce que rapporte un communiqué du ministère arménien de la défense. Vers 15 heures, heure locale, des soldats azerbaïdjanais auraient ainsi pénétré le territoire arménien en tirant plusieurs dizaines de coups de feu, ce qui a entraîné en réaction les tirs de sommation de l'Arménie. Le commandant des militaires azerbaïdjanais aurait demandé au responsable des unités arméniennes de cesser le tir. Il affirme que les tirs étaient accidentels. « Les forces armées de la République d'Arménie préviennent que la répétition de tels incidents sera considérée comme une tentative délibérée d'aller à la confrontation et conduira aux actions appropriées de la partie arménienne » a indiqué le ministère arménien de la Défense.

La multiplication de gestes inquiétants

Ce n'est pas la première fois que de telles intrusions, qui constituent des violations de l'intégrité territoriale de l'Arménie, ont lieu. Cette fois-ci, à la différence du conflit de l'année dernière, les irruptions n'ont plus pour objet les territoires litigieux de l'Artsakh, désormais sous contrôle de l'Azerbaïdjan. Dans la nuit du 12 mai, 300 soldats azerbaïdjanais auraient occupé le lac Sev, ce qui inquiète les Arméniens de Goris et des alentours. Trois kilomètres et demi auraient été ainsi parcourus en territoire arménien pour « préciser le tracé de la frontière ». Les habitants de la région de Syunik, province du sud-est de l'Arménie frontalière avec les territoires de l'Artasakh, ont été confrontés à ces intrusions contraires au droit international. Autre signe inquiétant : 15 000 soldats auraient pris position au Nakitchévan, l'enclave située entre la Turquie et l'Arménie. Les soldats azerbaïdjanais utiliseraient de fausses cartes topographiques pour établir le tracé des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elles seraient contraires aux cartes du temps de l'URSS qui avaient pour vocation de délimiter les frontières internes entre les deux anciennes républiques soviétiques.

Le silence de la communauté internationale

Davantage rivée sur le conflit israélo-palestinien, la communauté internationale n'a guère réagi. Même en Arménie, la situation est accaparée par des élections présidentielles qui interviennent dans un climat tendu, comme le souligne ainsi le communiqué de presse de l'association SOS Chrétiens d'Orient daté du 17 mai 2021. L'association « craint une résurgence du conflit et signale que si rien n'est fait pour secourir la population en danger, c'est encore une guerre impitoyable et meurtrière qui se profile pour l'Arménie, particulièrement démunie face à la double menace turco-azerbaïdjanaise. » En France, Emmanuel Macron a condamné ces intrusions et a exigé le retrait immédiat des troupes azerbaïdjanaises. Sera-t-il suivi par d'autres dirigeants ? •

François Hoffman

13- Les Nouvelles d'Arménie

20/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79147

11 ambassadeurs européens en visite à Goris

Le commandant de corps des forces armées arméniennes, Samvel Minasyan, a informé 11 ambassadeurs de pays européens et 3 représentants de l'Union européenne en visite à Goris de la situation à la frontière arméno-azerbaïdjanaise

dans la région du lac Sev.

Les envoyés comprenaient l'ambassadeur de l'UE en Arménie Andrea Wiktorin, le représentant de l'UE Jan Plešinger, la représentante de l'UE Silvia Zehe et les ambassadeurs de la République tchèque, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Lituanie, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Suède et de la Grèce.

Minasyan a déclaré que la frontière arméno-azerbaïdjanaise passe sur la frontière administrative de la RSS d'Arménie, et qu'en 1969 un ajustement de la frontière a été effectué, qui a été ratifié par des documents, des signatures et des timbres.

Le mouvement des troupes azéries vers le lac Sev a été détecté à partir de 07h00 le 12 mai, a-t-il dit. L'incursion a eu lieu de nuit. « Avant le 12 mai, les unités militaires arméniennes étaient situées près de la frontière de l'État et assuraient la protection de la frontière. Les militaires azerbaïdjanaïses effectuaient des quarts de combat du côté opposé. En décembre 2020, lors des ajustements frontaliers, les militaires arméniens et azerbaïdjanaïses ont installé des drapeaux des deux côtés, nous les avons installés du côté de la République d'Arménie, et les militaires azerbaïdjanaïses du côté de la République d'Azerbaïdjan », a-t-il déclaré.

Les 250 premiers soldats azéris qui ont envahi le territoire provenaient de diverses branches de l'armée azérie, des gardes-frontières et des forces spéciales.

Le commandant Minasyan a déclaré que la situation est sous contrôle et que les unités arméniennes se trouvent dans des conditions de contact direct avec les unités azérites. « Des colonies sont également situées à proximité, il n'y a pas de panique là-bas, les gens comprennent que la situation est en phase de solution. »

Les ambassadeurs ont posé des questions au commandant, à savoir s'il y a ou non une accumulation de troupes du côté azéri. Minasyan a répondu par l'affirmative, déclarant que l'Azerbaïdjan s'amasse à la frontière. « Des drones de reconnaissance ont également été détectés », a-t-il déclaré.

Après le briefing, les ambassadeurs se sont rendus dans la région du lac Sev.

Avec Armen Press

14- Les Nouvelles d'Arménie

20/05/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79155

L'Azerbaïdjan se dit prêt à des pourparlers de paix avec l'Arménie

Bakou, 20 mai 2021 (AFP) - Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a dit jeudi être prêt pour des pourparlers de paix avec l'Arménie, six mois après un conflit ayant opposé ces deux pays du Caucase pour le contrôle de l'enclave du Nagorny Karabakh.

« Nous sommes prêts à travailler à un accord de paix avec l'Arménie, pour mettre un terme définitif à l'aspect militaire de nos relations, et pour minimiser les risques futurs », a déclaré M. Aliev lors d'une conférence en ligne à propos du Caucase, retransmise sur sa chaîne YouTube.

« Le conflit du Nagorny Karabakh est terminé et le temps est venu de réfléchir à l'avenir », a-t-il lancé.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a de son côté affirmé jeudi qu'un accord avec l'Azerbaïdjan était en préparation, sous l'égide de la Russie, concernant la délimitation et démarcation de leur frontière.

« Les décisions sur lesquelles un accord de principe a été conclu avec nos partenaires internationaux sont à 100% conformes aux intérêts de l'Arménie », a déclaré M. Pachinian lors d'une réunion ministérielle, avant de préciser qu'il « signera ce document dans le cas où l'Azerbaïdjan respectera ce qui a été convenu ».

Lors d'une session du Parlement, il a ajouté que la Russie aidait Bakou et Erevan à résoudre leurs différends « via des moyens diplomatiques, et non via des mouvements de troupes ».

« La démarcation et la délimitation signifie que la question de la sécurité de la frontière sera résolue pour de bon », a-t-il poursuivi, ajoutant que les deux pays devraient discuter de possibles échanges de territoires.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont affrontés à l'automne 2020 pour le contrôle du Nagorny Karabakh, région séparatiste arménienne en territoire azerbaïdjanais, un conflit qui s'est soldé par plus de 6.000 morts et une déroute militaire d'Erevan, qui a dû rétrocéder d'importants territoires à Bakou.

Malgré un cessez-le-feu signé sous l'égide de Moscou et le déploiement de soldats de la paix russes, les tensions persistent dans la région.

L'Arménie a ainsi accusé la semaine dernière les forces azerbaïdjanaises d'avoir violé la frontière pour prendre le contrôle de territoires au bord du Lac Sev que se partagent les deux pays, et avoir demandé l'aide militaire de la Russie. Ces accusations ont été rejetées par Bakou.

Jeudi, M. Pachinian a affirmé que jusqu'à 600 soldats azerbaïdjanais demeuraient en territoire arménien, ajoutant que cette question devait être résolue « par voie diplomatique ».

Le ministère arménien de la Défense a pour sa part indiqué que les gardes-frontières déployés au point de contrôle de Gegarkounik avaient tiré des coups de semonce après que les troupes azerbaïdjanaises aient tiré plusieurs fois en l'air.

L'incident a été rapidement résolu après que l'armée azerbaïdjanaise a déclaré

que « le feu avait été ouvert par accident ».

par [Ara Toranian](#)

15- Sputnik France

20/05/2021

<https://fr.sputniknews.com/international/202105201045627988-larmenie--fait-etat-de-tirs-davertissement-a-sa-frontiere-avec-lazerbaidjan/>

L'Arménie effectue des tirs de sommation à sa frontière avec l'Azerbaïdjan

La Défense arménienne a annoncé avoir tiré des coups de semonce à la frontière avec l'Azerbaïdjan après que des militaires azerbaïdjanais ont pénétré sur son territoire et ouvert le feu.

Un incident a eu lieu ce jeudi 20 mai, vers 15h00 heure locale, à la frontière arméno-azerbaïdjanaise, au nord-ouest du Haut-Karabakh, où les militaires arméniens ont tiré des coups de semonce, a annoncé le ministère arménien de la Défense.

«Le 20 mai, un incident a été enregistré dans la section frontalière de la région de Gegharkunik avec la participation de militaires azerbaïdjanais qui ont pénétré sur le territoire arménien. Vers 15h00 (13h00 heure de Paris), plusieurs dizaines de coups de feu ont été tirés, vraisemblablement en l'air, après quoi des unités arméniennes ont ouvert un feu d'avertissement», indique le ministère [dans un communiqué](#).

Selon le ministère, le commandant des militaires azerbaïdjanais a contacté celui des unités arméniennes, lui demandant d'arrêter de tirer. Il s'est excusé et a déclaré que les tirs étaient accidentels.

«Les forces armées de la République d'Arménie préviennent que la répétition de tels incidents sera considérée comme une tentative délibérée d'aller à la confrontation et conduira aux actions appropriées de la partie arménienne», a conclu le ministère.

Région sous tension

Les tensions persistent dans cette région depuis le conflit de l'automne 2020 pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh. Les [hostilités, qui ont fait plus de 6.000 morts](#), se sont terminées par la [signature d'un accord de paix](#) avec la médiation de la Russie et l'introduction d'un contingent de paix russe dans la région. L'Arménie a dû rétrocéder d'importants territoires à Bakou.

Le 12 mai, la Défense arménienne a affirmé que les forces armées azerbaïdjanaises avaient essayé de mener des travaux pour «préciser le tracé de la frontière» dans un secteur de la région de Syunik. Le ministère n'a pas précisé la nature des travaux entrepris par Bakou. Le même jour, le Premier ministre arménien par intérim Nikol Pachinian a réuni le Conseil de sécurité de la République, qualifiant l'incident d'atteinte à l'intégrité territoriale du pays. Selon lui, les militaires azerbaïdjanais avaient [violé la frontière et parcouru 3,5 kilomètres](#) sur le territoire arménien.

16- Nor Haratch Hebdo

20/05/2021

Pachinian confirme le projet d'accord frontalier avec l'Azerbaïdjan

Le Premier ministre Nikol Pachinian a admis jeudi que l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont sur le point de signer un accord négocié par la Russie sur la démarcation de leur frontière, mais a démenti les affirmations selon lesquelles il serait en faveur de Bakou.

Mikael Minassian, ancien ambassadeur arménien au Vatican, a rendu public mercredi ce qu'il a décrit comme une copie de la première page d'un projet de déclaration conjointe de Pachinian et des présidents azerbaïdjanais et russe.

Le premier paragraphe du document appelle à la création d'une commission arméno-azerbaïdjanaise sur la délimitation et la démarcation des frontières.

Minasian a affirmé que s'il est mis en oeuvre, l'accord et un protocole « secret » qui y est attaché auront des « conséquences désastreuses » pour l'Arménie. En particulier, a-t-il dit, cela pourrait conduire à un transfert de grandes parties du territoire arménien à l'Azerbaïdjan.

Minassian a également déclaré que Pachinian avait subordonné la signature de l'accord au retrait des forces azerbaïdjanaises des zones frontalières arméniennes qu'elles avaient occupées la semaine dernière.

Pachinian a confirmé l'existence d'un tel document lorsqu'il a pris la parole lors d'une réunion hebdomadaire du cabinet à Erevan.

« Les solutions et les accords préliminaires qui ont été conclus avec nos partenaires internationaux correspondent à 100% aux intérêts nationaux de l'Arménie... Et oui, si l'Azerbaïdjan met en oeuvre ces accords dans les conditions dont nous avons discuté, je signerai ce document », a-t-il déclaré.

Sans mentionner le nom de Minassian, Pashinian a accusé les critiques visant à déformer les termes du projet d'accord. C'est la raison pour laquelle la partie médiatisée du document divulgué a été pour la plupart occultée, a-t-il dit, qualifiant ses détracteurs d'agents de la guerre de l'information en Azerbaïdjan.

Minassian, qui est également gendre de l'ancien président Serge Sarkissian, a répondu en demandant à Pachinian de rendre publiques toutes les dispositions de l'accord.

Le Premier ministre a dit qu'il ne le ferait pas parce que le document en question n'est qu'un « document de travail » qui peut encore être amendé.

Les dirigeants de l'opposition n'ont pas tardé à réagir à la confirmation par Pachinian de l'accord frontalier proposé, le qualifiant d'évolution préoccupante pour la sécurité nationale de l'Arménie. Les deux partis d'opposition représentés au parlement arménien sortant ont demandé une session extraordinarie de l'Assemblée nationale.

« Une fois de plus, un document a été rédigé dans le dos du peuple arménien, et ni les députés du Parlement ni, je pense, la plupart des membres du gouvernement ne savent quoi que ce soit sur son contenu », a déclaré aux journalistes Edmon Maroukian, le chef de « Arménie lumineuse ».

Andranik Kotcharian, le président progouvernemental de la Commission parlementaire sur la défense et la sécurité, a reconnu qu'il n'était pas au courant de l'existence de la déclaration arméno-azerbaïdjanaise-russe jusqu'à la dernière déclaration de Pachinian.

17- Les Nouvelles d'Arménie

20/05/2021

Le ministère arménien de la Défense appelle les citoyens à éviter la zone frontalière arméno-azérie

Au regard de la situation ces derniers jours à la frontière arméno-azérie ces derniers jours la Police arménienne et le ministère arménien de la Défense appelle les citoyens arméniens à éviter de se rendre à la frontière est de l'Arménie dans les régions de Syunik et Gegharkounik. Deux régions où les soldats Azéris menacent. Cette situation inquiétante est la présence des soldats Azéris entrés sur le territoire de l'Arménie et qui sont à plusieurs kilomètres de leur base de départ. Le ministère arménien de la Défense affirme que cette précaution envers les citoyens arméniens priés de rester loin des frontières est en prévision des opérations militaires pour repousser l'ennemi.

Krikor Amirzayan

18- Les Nouvelles d'Arménie

20/05/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79134

Génocide-Karabakh : l'UE étrille la Turquie d'Erdogan

Les relations UE-Turquie se sont détériorées à un point tel que l'UE doit les réévaluer en profondeur, affirment les députés dans un rapport adopté mercredi. Ces dernières années, le gouvernement turc s'est de plus en plus éloigné des valeurs et des normes de l'UE. En conséquence, les relations ont été ramenées à un creux historique, préviennent les députés, particulièrement préoccupés par l'état de droit et le respect des droits fondamentaux.

Dans le rapport adopté mercredi, ils insistent sur le fait que si la Turquie ne renverse pas cette tendance négative actuelle, la Commission devrait recommander que les négociations d'adhésion soient formellement suspendues.

Hyper-centralisation du pouvoir

Critiquant les réformes institutionnelles régressives de la Turquie, ils sont alarmés par « l'interprétation autoritaire du système présidentiel », soulignant le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire et la « poursuite de l'hypercentralisation du pouvoir au sein de la présidence ». Les députés demandent aux autorités compétentes de la Turquie de libérer tous les défenseurs des droits humains, journalistes, avocats, universitaires et autres détenus incarcérés par le gouvernement pour des accusations non fondées.

Les députés s'inquiètent également de la politique étrangère hostile de la Turquie, notamment à l'égard de la Grèce et de Chypre, ainsi que de son implication en Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabakh, qui entre constamment en conflit avec les priorités de l'UE. **Ils réitèrent également leurs encouragements à la Turquie pour qu'elle reconnaisse le génocide arménien, qui ouvrirait la voie à une véritable réconciliation entre les peuples turc et arménien.**

Le rapport condamne le fait que la Turquie ait décidé de soutenir et d'appuyer sans réserve les actions militaires de l'Azerbaïdjan dans le récent conflit du Haut-Karabakh en ayant recours à une rhétorique incendiaire qui a exacerbé les tensions au lieu de les apaiser, plutôt que d'appeler à mettre fin aux violences et à reprendre les négociations pacifiques à l'appui des efforts déployés par les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE ; condamne le transfert de combattants étrangers de Syrie et d'ailleurs vers le Haut-Karabakh, lequel a été confirmé par les pays coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, et demande à la Turquie de s'abstenir de toute activité ou déclarations susceptible d'exacerber encore les tensions dans la région du Caucase du Sud et de soutenir le dialogue international et le processus de paix engagés sous les auspices du groupe de Minsk de l'OSCE ;

Un rapport que la Turquie a immédiatement rejeté :

« Nous rejetons ce texte biaisé qui non seulement contient de fausses allégations concernant les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit, notre système gouvernemental et nos partis politiques, et considère la politique étrangère efficace, orientée vers les solutions, humanitaire et entreprenante de la Turquie comme une menace, mais reflète également les arguments grecs et chypriotes grecs totalement injustes et biaisés concernant la mer Égée, la Méditerranée orientale et la question chypriote, et soutient les récits arméniens unilatéraux et incohérents concernant les événements de 1915 », a-t-il déclaré le communiqué du ministère des Affaires étrangères

(...)

Le rapporteur Nacho Sánchez Amor (S&D, ES) a déclaré : « Ce rapport est probablement le plus dur à ce jour dans sa critique de la situation en Turquie. Il reflète tout ce qui s'est malheureusement passé dans le pays au cours des deux

dernières années, en particulier dans les domaines des droits de l'homme et de l'État de droit, qui restent la principale préoccupation du Parlement européen, et dans ses relations avec l'UE et ses membres. Nous espérons que la Turquie changera définitivement de cap et concrétisera les récentes expressions de bonne volonté. Nous exhortons les autres institutions de l'UE à subordonner tout programme positif qu'elles pourraient poursuivre avec la Turquie à une réforme démocratique. »

Le rapport a été adopté mercredi par 480 voix pour, 64 contre et 150 abstentions.

Document PDF à télécharger ci-dessous (Paragraphe 62 sur le génocide et 73 sur le Haut-Karabakh).

[PDF - 225.6 ko" height="52" shrinktofit="true" src="https://armenews.com/-local/cache-vignettes/L52xH52/pdf-39070.png?1599760594" style="user-select: none;" unselectable="on" width="52" />](https://armenews.com/-local/cache-vignettes/L52xH52/pdf-39070.png?1599760594)

19- Nor Haratch Hebdo

20/05/2021

L'OSCE lance une mission d'observation électorale en Arménie

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a officiellement lancé mercredi sa mission d'observation des élections législatives arméniennes prévues pour le 20 juin.

« La mission évaluera dans quelle mesure les élections se déroulent conformément aux obligations et aux normes internationales en matière d'élections démocratiques », a déclaré le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE dans un communiqué.

Le chef de la mission, Eoghan Murphy, a déclaré aux journalistes que le BIDDH prévoyait de déployer 11 experts électoraux et 24 observateurs à long terme en Arménie dans les jours et semaines à venir.

Murphy a déclaré qu'il demanderait également aux États membres de l'OSCE d'envoyer 250 observateurs à court terme qui surveilleraient le vote et le dépouillement dans les bureaux de vote à travers le pays. Le communiqué du BIDDH et lui-même ont averti que leur arrivée pourrait être entravée par la pandémie de coronavirus.

L'OSCE / BIDDH a traditionnellement déployé les plus grandes missions internationales d'observation des votes en Arménie. Leurs conclusions ont été cruciales pour la légitimité internationale des élections arméniennes.

Le chef de l'état-major du gouvernement arménien, Arsen Torossian, et le président de la Commission électorale centrale, Tigran Mukuchian, ont discuté mardi des préparatifs des prochaines élections avec des diplomates étrangers basés à Erevan.

Torossian a assuré aux diplomates que le gouvernement ferait de son mieux pour que le vote soit libre et équitable. Selon une déclaration du gouvernement, il a également évoqué l'impact possible de la pandémie sur sa conduite.

Les élections anticipées sont censées mettre fin à une grave crise politique déclenchée par la défaite de l'Arménie lors de la guerre de l'année dernière au Haut-Karabakh.

20- Valeurs Actuelles

20/05/2021

Vent mauvais

Avec *Si le vent tombe*, Nora Martirosyan jette une lumière intrigante sur le Haut-Karabagh, à laquelle l'actualité a donné une triste résonance.

Auditeur au sein d'un cabinet de conseil, Alain Delage (Grégoire Colin) arrive au Haut-Karabagh, où il doit donner son avis sur la certification internationale de l'aéroport de Stepanakert, qui attend depuis des années cette formalité pour ouvrir. Cependant qu'Alain cherche à vérifier la distance de l'aéroport avec la frontière avec l'Azerbaïdjan, à la délimitation incertaine et qui est toujours une zone de conflits, il doit aussi gérer les pressions locales pour rendre un avis positif. Tandis qu'un petit garçon enfreint quotidiennement l'interdiction de pénétrer dans l'enceinte de l'aéroport, pour s'épargner des kilomètres de marche...

Née en Arménie à l'époque où elle était encore une république soviétique, Nora Martirosyan

signe, pour son premier long-métrage, un curieux film, tourné en 2018 mais auquel l'actualité récente donne une tragique résonance, avec le conflit ravivé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui se sont disputé le Haut-Karabagh, dont l'indépendance n'avait jamais été reconnue internationalement par personne. C'est une étrange et poétique divagation dans un pays qui n'en est pas vraiment un, suspendu dans un entre-deux, à l'époque du tournage, entre la guerre et la paix ; une sorte de non-lieu dont la vie est nimbée d'une étrange mélancolie par cette suspension dans les limbes de la souveraineté (en salles le 26 mai).

Laurent Dandrieu

21- L'Obs

20/05/2021

Les « Schindler du Bosphore »

Pour son documentaire "les Justes turcs, un trop long silence", Romain Fleury est parti à la recherche des descendants de ces hommes qui ont sauvé leurs voisins, amis ou administrés arméniens, au coeur de l'entreprise génocidaire de 1915.

Céline Lussato

" Je suis fier de mon arrière-grand-père. C'est un juste. Il n'a pas agi par intérêt mais par devoir. "

Peu nombreux sont les Turcs à pouvoir exprimer, comme Kemal Ceyhan, petit-fils de Mehmet Celal Bey, gouverneur d'Alep et de Konya, leur admiration à l'égard d'un aïeul ayant sauvé des Arméniens durant le génocide de 1915. Un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants périrent alors dans les massacres et les déportations. Une extermination planifiée dont la Turquie continue de contester le caractère génocidaire. Combien d'Arméniens furent sauvés par un voisin, un ami, un gouverneur simplement humain comme Celal Bey ? Par ignorance de ce passé familial héroïque enfoui sous des années de nationalisme ou parce qu'ils craignent d'être à leur tour persécutés tant le sujet est toujours tabou en Turquie, les descendants de ces " Schindler turcs " parlent peu.

Le documentariste Romain Fleury est parti à leur recherche. Désireux de reconstituer sa propre histoire, ce descendant d'une famille arménienne sauvée par un voisin turc est parvenu, en enquêtant de chaque côté de la frontière, à soulever un pan du voile qui

recouvre ce passé encore méconnu.

...